ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 MARS 1967



Dr Jean BONHOMME

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

CIRCONSCRIPTION DE MONTAUBAN

ELECTRICES, ELECTEURS,

Les raisons qui m'incitent à solliciter vos suffrages sont les suivantes :

— animer la vie économique et sociale de notre région dont je connais les problèmes et les difficultés, afin d'améliorer le sort des gens qui l'habitent.

— participer à l'organisation et à la bonne marche de la vie nationale en donnant à un gouvernement les moyens d'exercer une action efficace.

J'ai longtemps déploré l'incapacité d'une république où les mœurs, les institutions rendaient impossible toute solution aux problèmes qui l'assaillaient.

Nous voici enfin en possession des moyens de les résoudre.

Bien sûr, nous trouvons tous que l'amélioration de notre situation n'est pas assez rapide.

Mais je suis persuadé qu'un travail en profondeur s'est effectué et qu'à la phase de redressement que nous avons connue doit succéder une phase d'épanouissement.

C'EST POURQUOI J'AI ACCEPTE D'ETRE LE REPRESENTANT DE LA MAJORITE SORTANTE, QUI M'A DESIGNE COMME LE CANDIDAT UNIQUE DE LA Ve REPUBLIQUE POUR LA CIRCONSCRIPTION DE MONTAUBAN.

Je l'ai fait en homme libre sans autre engagement que celui de souscrire aux grandes orientations de la politique actuelle.

L'Action de la Ve République a été bonne pour la France, sur le triple plan des institutions, de la politique étrangère et de la politique économique et sociale.

LES INSTITUTIONS qui sont aujourd'hui les nôtres et qui ont le grand mérite de la **STABILITE** sont conformes aux exigences de notre temps :

— le régime parlementaire traditionnel, où l'Assemblée Nationale détenait à la fois le Législatif et l'Exécutif, ne pouvait plus fonctionner. La rapidité d'évolution de notre époque et la complexité de notre structure politique ne le permettaient plus.

On peut le regretter. On est obligé de le constater :

— le régime présidentiel par contre, est moderne, audacieux. Adopté par le peuple français, ainsi que l'ont révélé la participation et l'intérêt électoraux manifestés par lui au cours du scrutin de décembre 1965, il permet une simplification et un équilibre de la vie politique qui n'avaient jamais pu être atteints jusqu'ici :

- Le Président détient les plus hautes options (politique extérieure, les grandes lignes de l'évolution nationale. . .)
- Le Premier Ministre détient la gestion des affaires.
- Le Parlement a un grand rôle à jouer :

— non de renverser les ministères et de nouer les intrigues son domaine est la législation, le budget, la planification économique. Il est indispensable pour parer au véritable danger, qui n'est pas le pouvoir personnel mais le pouvoir des technocrates.

- Quant aux notions de majorité et d'opposition qui sont le propre de tout régime démocratique, elles peuvent enfin se manifester sans ambiguité.

— Ce régime garantit notre liberté, qui doit rester un bien inaliénable.

DE CE FAIT, IL CONCILIE LE BESOIN QUE LES FRANCAIS ONT DE L'ORDRE ET LE GOUT QU'ILS ONT POUR LA LIBERTE.

LA POLITIQUE EXTERIEURE de ces dernières années a permis de faire retrouver à la France ce visage de paix, de réconciliation et de coopération qui aurait toujours dû être le sien. L'indépendance nationale a pu être recouvrée, qui n'est pas le nationalisme agressif et revendicateur, mais la libre disposition de notre pays, quelque chose qui ne nous est pas apporté de l'extérieur, mais nous appartient en propre.

C'est ainsi qu'une politique originale a pû être suivie permettant de réaliser un désengagement militaire dangereux pour le pays, une coopération sur tous les plans avec un nombre toujours plus grand de nations, et de prévoir une construction de l'Europe par étapes successives à partir des réalités économiques et non des mythes supra-nationalistes.

LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE suivie ces dernières années a permis d'engager notre pays sur la voie de l'expansion et du progrès social.

— LA STABILITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE a mis un terme à 50 ans d'inflation ininterrompue.

Rien n'est possible sans elle ; tout est compromis si elle n'existe pas.

Mais elle n'est pas une fin en soi. Elle doit s'accompagner d'une :

— POLITIQUE D'EXPANSION ET D'EQUIPEMENT favorable au développement des investissements si l'on veut devenir une puissance industrielle vigoureuse et moderne, et permettre à notre société de déboucher sur le progrès social.

— PROGRES SOCIAL, qui doit se traduire par une amélioration des équipements individuels, par une amélioration de la culture, de l'éducation, de la formation professionnelle, des équipements sportifs et socio-éducatifs.

Progrès dans les affaires sociales : pensions et retraites, action sanitaire et sociale, anciens combattants et rapatriés à l'indemnisation desquels il va falloir penser.

L'AGRICULTURE reste un des grands sujets de préoccupation.

Passée en quelques années de l'état d'économie de subsistance à celui d'économie de marché, l'agriculture a dû s'adapter à cette évolution technique rapide.

Des mesures très importantes ont été prises, auxquelles ceux qui les trouvent insuffisantes auraient pû penser plus tôt :

— aménagement des structures, organisation des marchés, formation professionnelle, protection sociale.

Ces mesures donneront à l'agriculteur un instrument de travail moderne, qui, au service d'aptitudes indispensables sur le plan technique et humain, produira un effet enrichissant.

CE QUI A ETE FAIT EST IMPORTANT, ON PEUT LE TROUVER INSUFFISANT. PEUT-ON FAIRE MIEUX, PEUT-ON FAIRE PLUS ?

OUI, certainement. **MAIS EN UTILISANT CE QUI EST ACQUIS,** et non en le bouleversant.

Car il n'y a pas d'alternative à la majorité actuelle :

— la Vᵉ République a le mérite d'exister et de fonctionner. Il ne faut pas la remettre en question.

— l'opposition, qui, autrefois, a détenu le pouvoir sans partage et l'a laissé périr se trouve dans l'impossibilité de réaliser une politique commune, en raison des contradictions profondes et irréductibles qui existent entre une grande partie d'entre elle et les communistes.

— il faut donc retrouver une majorité à partir de celle qui existe, plus dynamique dans ses réalisations ; plus libérale dans son comportement : amnistie, O.R.T.F., méthodes de travail parlementaire, plus humaine dans ses rapports avec les groupes de citoyens.

C'est dans cette ouverture que se situe ma tentative, car elle correspond à mes tendances profondes :

Je crois à la nécessité de protéger toutes les libertés,

Je crois à la **valeur de l'initiative humaine,** toujours enrichissante et génératrice de progrès et de perfection si on lui donne la possibilité de se révéler, même à l'intérieur d'un cadre d'action dressé nécessairement par l'Etat qui se doit d'orienter les activités nationales.

Je crois à **la solidarité,** qui est le fait de notre époque, et qui doit assurer la protection économique et sociale des catégories de citoyens qui ne peuvent ou ne savent s'adapter à l'évolution technique.

VOICI DONC LES OBJECTIFS QUE JE PROPOSE ET QUE JE VEUX ASSIGNER A MON ACTION :

1. — **D'ABORD LEVER L'HYPOTHEQUE** que font peser sur notre région l'opposition et le dénigrement systématiques. Sous couvert d'un attachement à la gauche plus sentimental que réel, les conservatismes de toute nature pèsent sur notre opinion publique, entretenant une pensée politique sommaire et médiocre, procédant à l'intimidation des notables et s'opposant plus ou moins ouvertement aux investissements économiques : il n'est que de voir comment se constitue un syndicat de défense lorsqu'une centrale atomique doit apporter vie et richesse à notre département. Comme si un véritable sinistre s'abattait sur notre pays.

Cette emprise sur notre société d'un système anachronique et rétrograde maintenant des privilèges et s'opposant à l'essor économique, est intolérable. Il faut s'y opposer.

2. — **TRAVAILLER ACTIVEMENT A CET ESSOR ECONOMIQUE DANS NOTRE REGION** en établissant un contact étroit et permanent avec les responsables de la politique, de l'administration et de l'économie sur le plan national.

LES INFORMER de nos difficultés, les CONVAINCRE de susciter ici des activités enrichissantes, INCITER à favoriser par tous les moyens l'industrialisation indispensable à notre région.

DONNER A MONTAUBAN les moyens de polariser toutes sortes d'activités qui rejailliraient dans tout l'arrondissement.

Il y a là tout un travail de relations publiques qui est le préalable aux initiatives constructives.

3. — **HUMANISER LA POLITIQUE :**

La politique est l'art d'organiser la société afin de donner aux hommes plus de bien-être. Or notre société est, pour des raisons de rentabilité et d'efficacité, concentrationnaire : les hommes s'entassent dans des villes où ils subissent le bruit, l'encombrement et la pollution ; alors que ceux qui restent dans nos régions où il fait bon vivre connaissent l'angoisse de l'insécurité de l'emploi et des ressources.

C'est pourquoi il ne faut pas briser les armatures de nos communes, dans certains cas la rentabilité doit passer après le fait humain. Des occupations artisanales, commerciales spécialisées peuvent être encouragées, des activités administratives et culturelles maintenues dans certains secteurs vulnérables.

Il convient donc tout en créant les éléments d'une société industrielle vigoureuse d'essayer de lui donner ce visage humain et fraternel qui doit être celui de la France.

C'est à cette tâche que je voudrais me consacrer si vous décidez de m'en donner les moyens.

Dʳ Jean BONHOMME
Médecin à CAUSSADE
Candidat Vᵉ REPUBLIQUE

Joël LOYEZ
Suppléant

Imp. du Garonnais - 6 ter, rue des Fleurs - CASTELSARRASIN